

Agence BRETAGNE

Centre d'Affaires La Découverte – BATIMENT « PENFRET »

39, rue de la Villeneuve – 56100 LORIENT – France

TÉL. +33 (0)2 97 05 57 67 ou 0675294056

E-MAIL : bretagne@projectio.fr ou a.derruddert@projectio.fr




Boulodrome – Guidel Plages

56– GUIDEL

P.G.C.S.P.S.

**(Plan Général de Coordination en matière
de Sécurité et de Protection de la Santé)**

 MAÎTRE D'OUVRAGE	MAÎTRE D'ŒUVRE
Commune de GUIDEL 11, place de Polignac 56520 GUIDEL	LMD'Architecture Landry MOUYOKOLO 22 rue Professeur Langevin 56100 LORIENT Tél : 06 72 14 46 68

PREAMBULE :

La loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du Code du Travail applicable aux opérations de bâtiment et de génie civil ([Modification du Code du Travail en Mai 2008](#)) a instauré l'obligation d'une coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers où plusieurs entreprises sont appelées à intervenir. La coordination intervient tant dans la phase de conception que de réalisation de l'ouvrage. La présence du coordonnateur ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des participants.

L'article [L4532-8 \(anc.L235.6\)](#) de cette même loi prévoit l'établissement par le coordonnateur d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.).

Le P.G.C.S.P.S. est rédigé lors de la phase de conception et est tenu à jour pendant l'exécution des travaux. Il s'impose à toutes les entreprises et à leurs sous-traitants.

Le P.G.C.S.P.S. ([Articles R 4532-44 à R 4532-51](#)) définit l'ensemble des mesures générales propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier et indique :

- les coordonnées des intervenants et les renseignements d'ordre administratif.
- les mesures d'organisation générales arrêtées par la Maîtrise d'Oeuvre en liaison avec le coordonnateur.
- les mesures de coordination envisagées et leur champ d'application.
- les sujétions découlant des interférences intérieures ou à proximité du chantier.
- les mesures de maintien du chantier en bon ordre et en bon état de salubrité.
- le plan de secours.
- les modalités de coopération entre les entrepreneurs employeurs ou travailleurs indépendants.

En application de la loi énoncée ci-avant et du décret n°94-1159 du 26/12/94, chaque entrepreneur et sous-traitant intervenant sur le chantier est tenu d'élaborer un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. (P.P.S.P.S.) et de le diffuser aux organismes mentionnés à l'[Article R4532-70 \(anc. R-238-34\)](#).

Le P.P.S.P.S. doit être établi dans un délai de 30 jours à compter de la réception du marché signé par le Maître d'Ouvrage pour les entreprises et dans un délai de 30 jours à compter de la signature du contrat signé par l'entrepreneur pour les sous-traitants. ([R 4532-56 et R 4532-62](#)).

Le contenu du P.P.S.P.S. est précisé en Annexe 1. ([Articles R 4532-56 à R 45432-76](#))

P.G.C.S.P.S.

- I - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS**
- II - MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE ARRETÉES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONATEUR**
- III - MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR**
- IV - SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE INTÉRIEUR OU A PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER**
- V - MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT**
- VI - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES PERSONNES**
- VII - MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS**
- VIII - PROCEDURE DE MISE A JOUR DU P.G.C.**

- ANNEXE 1 au P.G.C.S.P.S : CADRE POUR L'EXÉCUTION DES P.P.S.P.S.
- ANNEXE 2 au P.G.C.S.P.S : MEMO PRATIQUE P.P.S.P.S.
- ANNEXE 3 au P.G.C.S.P.S : BOITE DE SECOURS
- ANNEXE 4 au P.G.C.S.P.S. : : NUMEROS D'APPELS D'URGENCE
- ANNEXE 5 au P.G.C.S.P.S. : MISSION DU COORDONNATEUR.
- ANNEXE 6 au P.G.C.S.P.S. : INSTALLATION D'ACCUEIL DES SALARIÉS SUR LES CHANTIERS

I - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS INTERESSANT LE CHANTIER, ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE

1.1.- PRÉSENTATION DU PROJET :

1-1-1 DÉSIGNATION

L'opération a pour objet les travaux de construction d'un boulodrome à Guidel .

1-1-2 NATURE DE L'OPÉRATION – DESTINATION

L'ensemble des ouvrages devra être conforme aux règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, suivant arrêté du 25 Juin 1980 modifié et complété.

1-1-3 MODE DE PASSATION DES MARCHES

Les marchés seront attribués après appel d'offres distinctes, en lots séparés.

- 1 Terrassements – VRD – Réseaux
- 2 terrassements GO
- 3 charpentes
- 4 couvertures bardage
- 5 menuiseries aluminium
- 6 cloisons doublage menuiseries intérieures
- 7 Sol faïences
- 8 Électricité – courants forts – courants faibles

MAITRE D'OUVRAGE

Commune de GUIDEL

11, place de Polignac

56520 GUIDEL

Tél. 02 97 02 96 96

Interlocuteurs privilégiés : Monsieur Christian GUEGUEN

– Adjoint aux Travaux gueguen.travaux@mairie-guidel.fr

Monsieur Pierre-Éric SINQUIN

– Direction du Service Technique Pierre-Eric.SINQUIN@mairie-guidel.fr

MAITRISE D'ŒUVRE :

Archiko Studio

7 avenue Arthur KREBS

29300 QUIMPERLE

Tél : 09 81 88 94 57

Architecte :

LMD'Architecture

Landry MOUYOKOLO

22 rue Professeur Langevin

56100 LORIENT

Tél : 06 72 14 46 68

Bureau de Contrôle :
DEKRA Industrial

18 rue Robert Caignan
56100 LORIENT
Tél : 02 97 35 30 75

COORDINATION S.P.S. :
PROJECTIO Agence BRETAGNE
 Centre d'Affaires la Découverte
 BATIMENT PENFRET
 39, rue de la Villeneuve – 56100 LORIENT – France
 TÉL. 02 97 05 57 67
 E-MAIL : bretagne@projectio.fr ou a.derruddert@projectio.fr

1.1-5 - ORGANISMES DE CONTRÔLE ET DE PRÉVENTION :

a) - INSPECTION DU TRAVAIL

3 rue Jean Le Coutaller
 56100 LORIENT
 Tél. 02.97.64.20.88 - Fax. 02.97.84.94.08

b) - CARSAT

236 Rue de Châteaugiron
 35030 RENNES
 Tél. 02.99.26.74.74

c) - O.P.B.T.P. :

18/20 rue Bahon Rault
 35000 RENNES
 Tél. 02.99.38.29.88 - Fax. 02.99.63.33.45

1-1-6 - ORGANISMES CONCESSIONNAIRES ET SERVICES EXTERIEURS :

a) - Direction de l'eau et de l'assainissement

Maison de l'Agglomération
 Quai du Péristyle
 56100 LORIENT
 Tél : n° vert 0 800 100 601

b) - E.D.F - G.D.F

Rue du Manéguen
 56850 CAUDAN
 Tél : 02.97.76.24.02 - Fax : 02.97.76.43.84

c) - ORANGE

1) U.E.R.

Rue Gaston Lelain
 56100 LORIENT
 Tél : 02.97.02.86.21

1-1-7 - ORGANISMES DE SECOURS :

POMPIERS Tél. **18** **Urgences secours.**
SA.M.U. Tél. **15** **Urgences médicales**
URGENCE EUROPE Tél. **112** **Urgences en Europe**

CENTRE HOSPITALIER DE BRETAGNE SUD

5 rue de Choiseul – 56100 LORIENT Tél. **02.97.06.90.90**

1.2. - RÈGLEMENTS

RAPPEL DES TEXTES RÉGLEMENTAIRES "BATIMENT"

En matière de sécurité et de protection de la santé, l'opération est soumise notamment aux règlements suivants (liste non exhaustive) :

Loi 93-1418 du 31/12/1993 Coordination S.P.S.

Décret 94-1159 du 26/12/1994 Intégration de la sécurité et organisation de la Coordination.

Décrets 95-607 et 95-608 du 06/05/1995 Travailleurs indépendants.

Arrêté du 07/03/1995 Déclaration préalable. ([Article L.4532-1 du Code du Travail](#))

Loi du 31/12/1991 Principes généraux de prévention.

Décret 08/01/1965 Hygiène et sécurité pour les travaux de B.T.P.

Décret du 14/11/1988 Installations électriques

Décret du 23/08/1947 Appareils de levage.
 et Arrêté du 09/06/1993

Loi 91-1414 du 31/12/1991 Équipements de travail, moyens de protection.

Décret 92-958 du 03/09/1992 Manutention manuelle.

Loi du 06/12/1976 et Décret 79-228 du 20/03/1979 Formation à la sécurité
 Recommandations CRAM

1.3. - DÉCLARATIONS ET AUTORISATIONS :

Il appartiendra aux différents entrepreneurs d'effectuer en temps utile, toutes démarches auprès des services publics et services locaux, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc. nécessaires à la réalisation de leurs travaux. Copies de toutes correspondances relatives à ces démarches seront à transmettre au Maître de l'Ouvrage et au Maître d'Oeuvre.

Ils supporteront toutes les conséquences des règlements administratifs, notamment celles qui résultent des règlements de police en vigueur ou à intervenir, qui se rapportent plus particulièrement à la clôture du chantier, au gardiennage du chantier et à la sécurité de la circulation.

Ils poseront tous les panneaux de signalisation nécessaires et prendront toutes les mesures utiles en vue de prévenir les usagers du danger qu'ils peuvent encourir aux abords du chantier.

Le présent programme a fait l'objet d'un permis de construire n°.PC :

D.I.C.T (Déclaration d'Intention de Commencer les Travaux) :

D.I.T. (Déclaration d'Intention de Travaux) :

D.O.C. (Déclaration d'Ouverture de Chantier) :

Autorisation d'installation de grue si besoin

1.4 - DECLARATION PREALABLE

La déclaration préalable sera adressée aux autorités compétentes, par le Maître d'Ouvrage, au dépôt du permis de construire ou 30 jours avant le démarrage des travaux. ([Article L.4532-1 du Code du Travail](#))

Observations Réalisation en périphérie d'un site occupé (stade et vestiaires existants) Accès et horaires à prendre en compte

1.4.1 Liste des entreprises intervenantes : 9 Lots

Montant des travaux : environ 230 000€ HT

Maitre d'œuvre : L'atelier des bâtisseurs

Durée des travaux : environ 4 mois

1.4.2 Effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir sur le chantier :

L'effectif étant inférieur à 500hommes/jour, l'Opération est donc classée en **niveau 3**.

Délai : 4 mois

Montant des travaux : 230 000 € HT

1.4.3 Noms et adresses du ou des sous-traitants pressentis : [Inconnu à ce jour](#).

1.4.4 Liste des lots : Les travaux seront exécutés en une seule tranche, ils sont répartis en 9 lots qui seront traités en marchés séparés

1.5 - OPERATIONS PREALABLES A INTERVENTION SUR CHANTIER

1 - Phase de préparation de chantier :

a) Les entreprises doivent communiquer au Coordonnateur S.P.S. (au moins 1 mois avant leur intervention) les coordonnées de leurs sous-traitants en précisant :

- leurs dates d'intervention,
- la durée des travaux,
- l'effectif prévisible,
- la nature des travaux sous-traités.

Elles doivent transmettre un exemplaire du P.G.C.S.P.S. à ces sous-traitants dans le même temps.

Chaque sous-traitant devra être agréé par le Maître d'Ouvrage.

b) Chaque Entreprise transmet un exemplaire de son P.P.S.P.S au Coordonnateur S.P.S. avant intervention.

c) Préalablement à toute intervention, le Coordonnateur procède, avec chaque Entreprise (titulaire ou sous-traitante), à une inspection commune du chantier au cours de laquelle sont précisées :

. Les consignes de sécurité à observer ou à transmettre :

- * protections collectives,
- * zonage,
- * balisage.
- * mode d'accès en hauteur.

Les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'Opération :

- * Organisation des approvisionnements, livraisons, stationnements,
- * Implantation des installations d'hygiène.

Cette inspection commune a lieu avant remise du P.P.S.P.S. afin de pouvoir y intégrer les consignes résultant de l'inspection.

d) Chaque Entreprise transmet un exemplaire de son P.P.S.P.S. au Coordonnateur S.P.S. avant intervention.

L'Entreprise principale doit également diffuser son P.P.S.P.S. à l'Inspection du Travail, à la C.R.A.M.

et à l'O.P.P.B.T.P. [l'Article L4532-8 \(anc. L 235.6 du Code du Travail\)](#),

Le Coordonnateur communique le P.P.S.P.S. du lot principal à l'ensemble des autres Entreprises.

Un exemplaire du P.P.S.P.S. est déposé et tenu à jour sur le chantier.

L'Entreprise de **Gros Œuvre** est désignée comme Entreprise principale.

2 - Phase travaux :

Pendant toute la durée du chantier, le Coordonnateur Sécurité organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, la coordination de leurs activités simultanées ou successives. A ce titre, chaque entreprise devra intégrer dans son organisation de travail, ainsi que dans le choix des moyens mis à disposition des salariés, les modalités retenues par le Coordonnateur.

3 - Création d'un Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de travail ([Art. R. 4532-77](#))

Compte tenu de l'effectif prévisible des travailleurs sur ce chantier, il ne sera pas mis en place de C.I.S.S.C.T. niveau 2

4 – Démolition

~~Démolition des ouvrages à la charge du GO ; sans objet~~

5 – Déchets :

. GENERALITES :

- Il devra être tenu compte des ouvrages de proximité et du site urbanisé.
- Les moyens seront toujours adaptés aux travaux à réaliser.
- Des protections collectives seront installées par l'entreprise titulaire.

1-5-1. GESTION ET DESTINATION DES DECHETS :

Pendant la phase préparatoire l'entrepreneur fournira à la Maîtrise d'œuvre les autorisations municipales ou préfectorales des Centres d'Enfouissement Techniques vers lesquels elle envisage de diriger ses déchets de démolition. Les déchets seront regroupés sur le site par nature suivant un schéma d'organisation réalisé par l'entreprise. Chaque zone sera identifiée à l'aide de panneaux au droit des bennes à déchets : **déchets inertes, industriels banals, industriels spéciaux (D.I., D.I.B., D.I.S.)**

Les Déchets Inertes (DI)

Ce sont des déchets qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique durant leur stockage. Ce sont des produits naturels ou manufacturés.

[Les déchets inertes sont destinés soit au recyclage, soit au stockage en centre d'enfouissement de classe III.](#)

Les Déchets Industriels Banals (DIB)

Ce sont des déchets qui ne présentent pas de caractère dangereux ou toxiques et qui ne sont pas inertes.

Ce sont soit des déchets mono matériau (bois non traité, métaux, plâtre, bitume etc ...), soit des matériaux composites, des produits associés à du plâtre, les matériaux fibreux (sauf amiante), le verre traité, le plastique etc.

[Les DIB doivent être dirigés soit vers des circuits de réemploi, de recyclage, récupération, valorisation, soit vers des incinérateurs, soit en centre d'enfouissement de classe II.](#)

[Afin de limiter le nombre de rotation de camions, l'entreprise peut prévoir le broyage des DIB avant le remplissage des bennes.](#)

Les Déchets Industriels Spéciaux (DIS)

Ce sont des déchets qui contiennent des substances toxiques et nécessitent des traitements spécifiques à leur élimination.

Le tri et la collecte sélective demandés sur ce chantier sont organisés par l'entreprise en fonction de la nature des déchets et de leur catégorie.

Un complément de tri est effectué pour certains déchets après leur dépose et stockage dans les bennes appropriées.

Il est précisé à l'entreprise que le Maître d'Ouvrage privilégie la valorisation, matière et énergétique, des déchets. Ainsi l'entrepreneur installe sur le chantier dans l'aire de stockage, le nombre de bennes nécessaires aux différentes familles de déchets et selon les débouchés de chaque matériau, suivant le schéma de principe ci-après.

Afin de limiter le nombre de rotations, l'entreprise pourra prévoir le broyage des D.I.B. avant le remplissage des bennes.

Schéma d'organisation préconisée pour la gestion des déchets par bennes :

Matériaux	BOIS	PLASTIQUES	METAUX	VERRES	CLOISONS PLATRE BRIQUE	INERTES
Types	Charpentes bois, portes, murs bois etc.	Sols caoutchouc linoléum, PVC	Canalisations, plomb, cuivre, descentes EP	VERRE	Plâtre, briques, Placoplatre	Gravats, béton, carrelage, céramique, graviers
Lieu de dépôt	Usine d'incinération	CET classe II		CET classe III	CET classe II	Valorisation, réemploi

Dans tous les cas, il est interdit :

- ✓ D'abandonner des Déchets Spéciaux sur le chantier.
- ✓ De diriger vers un CET classe III des déchets autres que inertes.
- ✓ De brûler des déchets sur le chantier.
- ✓ D'abandonner ou d'enfouir des déchets quels qu'ils soient.

1.6 - COMPTE PRORATA

Le compte prorata est géré entièrement par l'entreprise titulaire du lot **GROS-OEUVRE**

Il comprendra :

- l'enlèvement des gravats de provenances inconnues (bennes à disposition des entreprises)
- la réparation des dégâts de provenance indéterminée.
- les dépenses en eau et en électricité ainsi que les demandes diverses formulées par le Maître d'Ouvre et le Maître d'Ouvrage.

II - MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'OEUVRE

2.1. - DESCRIPTION GÉNÉRALE DE L'OPÉRATION

La présente opération est soumise d'une part à la réglementation du Code du Travail, décret n° 65.48 du 8 Janvier 1965, modifié et complété, d'autre part à la loi 93.1418 du 31 Décembre 1993 et au décret 94.1159 du 26 Décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la Coordination.

2.2. - V.R.D. initiaux - TERRASSEMENTS

Le **lot 1 Terrassements – VRD – Réseaux** devra l'entretien durant le chantier des accès chantier avec apport de matériaux complémentaires, nivellement, reprofilage et purge.

2.3 – DECAPAGE DU TERRAIN

A la charge du **lot 1 Terrassements – VRD – Réseaux** .

2.4 – DEBROUSSAILLAGE / NETTOYAGE / DEPOSE DES ARBRES ET ARBUSTES

Cette prestation concerne la préparation et le nettoyage complet du terrain sur l'emprise des travaux du présent lot. Elle comprend, en particulier, le débroussaillage, l'enlèvement de végétaux, de haies vives, le comblement des trous, l'évacuation à la décharge publique à la charge du **lot 1 Terrassements – VRD – Réseaux** . ***Tout brûlage sur place est interdit.***

2.5. - ACCÈS AU CHANTIER

Pour permettre le contrôle d'accès au chantier, la liste nominative du personnel devra être fournie au Coordonnateur de Sécurité - Protection de la Santé.

Cette liste sera mise à jour, aussi souvent que nécessaire, sous la responsabilité du représentant de l'Entreprise sur le chantier. Les personnels porteront de façon visible l'identification de l'Entreprise : badges OPPBTP, bleus marqués et autocollants sur les combinaisons jetables.

2.6. - INSTALLATIONS DE CHANTIER

Installation propre à chaque entreprise. Chaque entreprise sera tenue de prévoir les installations nécessaires à la bonne marche de ses travaux, y compris l'installation de baraques de stockage de matériaux putrescibles ou non.

2.6.1. – PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER :

Un plan d'installation de chantier sera établi, par le **lot 4 Gros œuvre**, après consultation de l'ensemble des intervenants pendant la période de préparation. Il devra porter :

- l'emplacement des locaux réservés au personnel, **existant mis à disposition par la mairie et ceux à installer** (Sanitaires, vestiaires, réfectoire, ...)
- l'emplacement de la salle de réunion,
- la ou les positions successives du ou des engins de levage,
- les aires destinées au stockage,
- les clôtures,
- le schéma de circulation des véhicules d'approvisionnement et des piétons,
- la situation du parking personnel,
- la signalisation mise en place,
- tous les éléments déterminant l'organisation de chantier.

L'Entrepreneur du **lot Gros œuvre** prendra toutes dispositions pour assurer, pendant toute la durée du chantier, la surveillance et la sécurité générale du chantier : panneaux de chantier et signalisation pour avertir toutes personnes étrangères au chantier des dangers qu'elles pourraient encourir en se plaçant à l'intérieur de la zone délimitée pour réaliser les travaux (suivant P.G.C.S.P.S).

A son départ du chantier, les lots structures bois puis électricité reprendront à leur charge la sécurité du chantier.

- Clôture de chantier en périphérie du site normalisée avec portail à la charge du **lot 4 Gros œuvre** : en accord avec les représentants du Maître d'ouvrage et du Coordonnateur S.P.S.

- Branchements provisoires de chantier : électricité, eau potable, téléphone, assainissement, réseau EP, éclairage chantier, à charge du **lot Gros œuvre sur réseaux existants**.

- Préchauffage des locaux, en complément du chauffage, il pourra être demandé un matériel approprié pour abaisser le niveau hygrométrique des locaux sans supplément de prix.

- L'Entrepreneur du lot **Gros œuvre** aura à sa charge les évacuations provisoires des EP des bâtiments en travaux pendant toute la durée du chantier.

-GESTION DES DECHETS

Le chantier se fera dans le respect par l'ensemble des entreprises de la "charte départementale pour la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics dans le Morbihan ».

Le titulaire du lot "**Gros-Œuvre**" devra l'installation de 3 bennes à ordures nécessaires à la gestion et à la valorisation des déchets comprenant la mise en œuvre des bennes, leur calage et nivelage, les rotations et remplacement de bennes régulières et l'enlèvement en fin de chantier. Celles-ci sont à prévoir au compte prorata et mises à disposition de l'ensemble des intervenants :

- 1 benne pour le stockage des déchets inertes (gravats à base de béton, pierres, laines minérales, verres, matériaux sans goudrons, ...)
- 1 benne pour le stockage des cartons
- 1 benne pour le stockage des déchets ménagers et assimilés (matières plastiques, PVC caoutchouc, polystyrène, colles et mastics à l'eau (sans solvant)

Les bennes seront obligatoirement évacuées vers des centres de traitement agréés. Le lot **Gros œuvre** devra fournir au Maître d'Ouvrage par l'intermédiaire du Maître d'Œuvre une copie des documents justifiant les modalités de transport, la destination et le devenir des déchets (traçabilité).

2.6 2. – SANITAIRES CHAUFFÉS ET VENTILÉS :

Les sanitaires existant Hommes-Femmes **mis à disposition par la mairie** devront être adaptés par le lot **Gros œuvre**, à sa charge, pendant l'installation de chantier, avant toute intervention des Entreprises. Il comprend vérifications des branchements au réseau EU et l'alimentation en eau potable (eau chaude/eau froide). Fourniture et mise à disposition de consommables compris (papier toilettes-savons etc...) Son équipement devra être en permanence conforme à la réglementation en fonction de l'évolution du personnel sur le chantier ([Article R 232.2 du Code du Travail](#)). **Nettoyage (par l'entreprise du lot GO) systématique le vendredi après-midi pour mise à disposition des sanitaires pour les clubs sportifs le WE, un nettoyage sera assuré par la mairie le lundi matin pour le remettre à disposition des entreprises des 8H00**

2.6.3. - REFECTOIRE :

Une installation (**locaux mis à disposition par la mairie**) sera adaptée par le lot **Gros œuvre** dans les bâtiments mis à disposition des entreprises. Dépenses d'entretien hebdomadaire gérées par le lot **Gros œuvre**, **au compte prorata** à répartir entre les Entreprises concernées. Dans ce cas, le réfectoire devra être équipé de tables et de chaises, avec un nombre de places assises correspondant à l'effectif du chantier se restaurant sur place.

La prise de repas à l'intérieur des zones de travail est strictement interdite. Fourniture et pose meuble kitchenette (frigo évier plaque chauffante) par lot 12 -raccordement sur réseau EU E potable ;et élect Nettoyage et entretien par l'entreprise du lot GO

2.6.4. - VESTIAIRES :

A installer par le lot **Gros œuvre** (**dans les locaux mis à disposition par la mairie**) pour l'ensemble des entreprises (Article R 4228-1 du Code du Travail).

Les Entreprises se grouperont pour une installation collective, à répartir au compte prorata. Ces vestiaires seront équipés de 10 armoires individuelles correspondant à l'effectif maximum du chantier. Ceux-ci seront éclairés, chauffés et ventilés. Ils seront maintenus en place jusqu'à la fin du chantier. **Nettoyage et entretien par l'entreprise du lot GO**

2.6.5. - BRANCHEMENTS :

Eau potable : Branchement et pénétrations réalisés par le lot **Gros Œuvre depuis le citerneau** installé, à sa charge. La dépense de consommation d'eau sera réglée au compte prorata.

Eau pluviale : L'entreprise de **Gros Œuvre** aura à sa charge le réseau EP provisoire de la zone en travaux, pendant toute la durée du chantier.

Électricité :

Pose d'une armoire de chantier par le lot **Gros Œuvre** à partir du réseau existant à proximité du bâtiment à construire.

L'Entreprise d'Électricité devra la fourniture et la pose, de coffrets de distribution protégés par un dispositif différentiel haute sensibilité de 30 milliampères non retardé à sa charge : 1 coffret extérieur par bâtiment, 1 coffret extérieur proche de chaque stades (2) et des parkings (1) avec fourniture de PV de conformité de l'installation électrique.

Éclairage :

Les installations d'éclairage de chantier seront réalisées par le lot électricité à sa charge. Les circulations intérieures et extérieures devront comporter un niveau minimum d'éclairement de 10 lux.

Les installations électriques devront faire l'objet d'une vérification, conformément au décret du 14 novembre 1988.

Téléphone de chantier :

Un téléphone portable, équipé d'un chargeur adapté, sera mis à disposition de chaque équipe d'ouvriers par l'entrepreneur du lot concerné durant toute la durée des travaux.

Variante utilisation du Bâtiment existant et adaptation pour réfectoires/sanitaires, vestiaires communs à mettre en conformité, par le **Gros Œuvre** avec le texte en vigueur.

2.6.6 - PANNEAUX DE CHANTIER :

Les panneaux de chantier seront à la charge du **lot Gros œuvre** et comprendront :

- **Panneaux de réglementaire de permis de construire :**

L'entreprise devra prendre toutes dispositions utiles pour que ces éléments soient maintenus en place de façon permanente, qu'ils ne soient pas démontés, même provisoirement et qu'ils ne soient pas dégradés.

Il appartient à l'entreprise de **Gros œuvre**, après demande formulée à la Maîtrise d'Oeuvre et accord du Maître de l'Ouvrage, d'assurer les déplacements et remises en place et en état des panneaux de chantier nécessités par les impératifs du chantier. De plus, l'entrepreneur doit assurer à ses frais la maintenance, les déplacements éventuels, la parfaite visibilité depuis le domaine public et l'enlèvement en fin de chantier, des panneaux réglementaires relatifs à la publicité du ou des permis de construire, ainsi que leurs modificatifs éventuels.

Réalisation et mise en place, sur indications de la Maîtrise d'Oeuvre, AVANT tout démarrage des travaux.

- **Panneau de chantier** en contreplaqué marine de 4 cm d'épaisseur minimum. La maquette sera réalisée par la Maîtrise d'Oeuvre, en liaison avec le Maître d'Ouvrage.

Le panneau de devra être mis en place avant la fin de la période de préparation.

2.6.7- CLÔTURES :

Dès le début du chantier, en collaboration avec le lot déconstruction, **lot Gros œuvre** doit procéder à la mise en place d'une clôture de chantier type HERAS ou équivalent avec portail de 3.00ml de largeur utile. Dépose et évacuation en fin de chantier par l'entreprise du présent lot.

Leurs implantations seront précisées sur un plan annexé au P.P.S.P.S. de l'entreprise de gros œuvre, après accord du Maître d'Oeuvre, et du Coordonnateur de Sécurité et du Maître d'Ouvrage.

Tous les déplacements de clôtures exigés par le phasage des travaux et les impératifs de chantier devront être soumis à approbation. L'entreprise devra l'entretien de ces clôtures pendant toute la durée des Opérations.

Mise en place des panneaux d'interdiction d'accès au chantier à toutes personnes étrangères.

Seules les personnes autorisées auront accès au chantier (voir contrôle d'accès chantier).

Le chantier devra être maintenu clos en permanence.

2.6.8- AFFICHAGE DES CONSIGNES DE SÉCURITÉ :

(Port du casque, interdiction au public, etc.). Cet affichage devra être réalisé lors de l'installation de chantier par le lot Gros Oeuvre, à sa charge.

2.6.9 - CASQUES DE CHANTIER :

Les casques de chantier banalisés, fournis par le **lot Gros Œuvre**, devront être mis à la disposition de l'Ingénierie et des visiteurs dans le bureau de réunions. Ils devront être rangés dans un râtelier affecté uniquement à cet usage. Le nombre de casques disponibles figurera au P.P.S.P.S. du **lot Gros Œuvre**.

2.6.10 - BUREAU DE RÉUNIONS :

L'installation du Bureau de réunions sera réalisée par le **lot Gros Œuvre dans locaux mis à disposition par la mairie servant de vestiaires également - nettoyage avant chaque réunion de chantier.**

La location et le repliement de ce local seront assurés par le lot **Gros Œuvre** à sa charge.

Il devra comporter :

- . une table et des chaises permettant de recevoir **10 personnes** simultanément,
- . un meuble de classement,
- . un tableau d'affichage,
- . un équipement d'éclairage et de chauffage,
- . des ouvertures permettant l'aération et l'éclairage naturel.
- . Entretien et nettoyage périodique.

Utilisation des Bâtiments existant et ameublement à sa charge par le lot Gros œuvre.

2.7 - CONTROLE D'ACCÈS DES CHANTIERS :

L'ensemble des personnes amenées à circuler sur les chantiers portera, de façon visible, un badge permettant de l'identifier. Le non-respect du port du badge pourra être sanctionné par une interdiction d'accès au chantier ou par une éviction de celui-ci. Pour permettre le contrôle d'accès au chantier, la liste nominative du personnel devra être fournie au Coordonnateur de Sécurité - Protection de la Santé.

2.8 - INTERFÉRENCES AVEC L'ENVIRONNEMENT :

2.8.1 - NUISANCES SONORES :

L'attention des Entreprises est attirée sur l'environnement urbain du site à construire. En conséquence, l'insonorisation du matériel utilisé sur le site est obligatoire (inférieure à 85 dB A). Tout travail en dehors des heures légales (7 H - 22 H) devra faire l'objet d'une demande auprès de l'Autorité compétente (mairie, Préfecture) et, par suite, d'une autorisation avant le démarrage effectif.

2.8.2 – TRAVAUX DE PROXIMITÉ / INTER-ACTIONS / CO-ACTIVITES :

La réalisation éventuelle de travaux de proximité, susceptibles de générer une co-activité importante, nécessitera une étude globale des chantiers en inter-action par les différents maîtres d'œuvres et entrepreneurs concernés.

2.8.3 – PROTECTION INCENDIE SECOURS :

Les entrées, issues de secours et accès devront être en permanence dégagés. L'activité du chantier ne devra à aucun moment remettre en cause la progression des véhicules de secours pour toute intervention.

Les feux sont interdits sur le chantier.

2.9- CALENDRIER PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX :

Un planning prévisionnel des travaux sera établi pendant la période "préparation" par la Maîtrise d'œuvre.

III - MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR :

3.1 - CIRCULATIONS - ACCES:

3.1.1. - VÉHICULES ET ENGINS DE CHANTIER :

La circulation des véhicules "personnel" devra être limitée au strict minimum sur le chantier et un emplacement sera défini par le gestionnaire du site.

3.1.2.. - ACCÈS AU CHANTIER :

Accès horizontal:

Une voie de chantier provisoire sera réalisée par **le lot 1 terrassement** si nécessaire. Un empierrement sera également réalisé, par ce lot sur une bande de 3 mètres de large, en périphérie des bâtiments.

Le lot **Gros œuvre** assurera la remise en état de cet empierrement, après la réalisation des travaux.

Accès vertical:

Dans l'attente de la réalisation des moyens d'accès définitifs, aux étages et aux terrasses, l'entreprise du **lot Gros œuvre** mettra en place, à ses frais, une ou plusieurs **tours d'échafaudages provisoire équipées d'escaliers, , ou pose des escaliers définitifs à l'avancement.**

3.2. - CONDITIONS DE MANUTENTION ET DE LEVAGE :

3.2.1. - LEVAGE :

Les engins de levage du **Gros Œuvre** ne peuvent, sans accord particulier, être utilisés par les autres Entreprises. Toutefois, en ce qui concerne la manutention, des éléments de mise hors d'eau, hors d'air et, éventuellement, vêtements, menuiseries et métallerie, cet accord devra être recherché. Les conditions de l'accord restant du ressort des Entreprises concernées.

Lorsqu'un corps d'état secondaire utilisera la grue du **Gros Œuvre**, il devra la fourniture des systèmes d'accrochage adaptés à son matériel (élingues, palonniers).

Les opérations de manutention à la grue restent sous l'entière responsabilité du **Gros Œuvre** qui fournira la main-d'œuvre qualifiée pour le pilotage, le guidage et l'arrimage.

L'approvisionnement éventuel, par grue, des éléments de second oeuvre (cloisons, menuiseries extérieures, etc...) ne pourra être réalisé qu'à partir de plates-formes structurales ou passerelles provisoires libres de tous éléments en surplomb.

L'installation de monte matériaux sera définie dans le P.P.S.P.S. de **chaque Entreprise** ainsi que les procédures d'approvisionnement manuel.

Toute installation d'un engin de levage sur le chantier fera l'objet d'une déclaration à la Coordination - Sécurité et Protection de la Santé et sera mentionnée sur le Registre Journal.

La grue fera l'objet d'un contrôle par un Organisme agréé, après montage.

Les règles de sécurité devront être affichées sur l'engin de levage.

Il est souhaitable que les manutentions des éléments de couverture, bardage, d'étanchéité et de menuiseries extérieures fassent l'objet d'une concertation et d'un accord entre les Entreprises concernées.

Grues de chantier :

Les différents cas de risques engendrés par les grues de chantier ou à proximité du chantier seront étudiés par l'entrepreneur en relation avec le Coordonnateur SPS et les précautions réglementaires utiles seront mises en œuvre sur la base d'un protocole de fonctionnement.

Cas 1. Risques dus au survol de zones interdites : Par définition, il s'agit de zones dans lesquelles aucun mouvement de manutention ne doit introduire une charge, et le cas échéant un élément de l'appareil. Le dispositif devra pouvoir interdire en cas de défaillance du grutier l'intrusion dans la zone interdite.

Cas 2. Risques dus au heurt câble/contre flèche La contrainte est la même que dans le cas 1 en raison à la fois des spécifications de la norme NF E 52-082 (octobre 1982) - rendue par ailleurs obligatoire par arrêté du ministre chargé de l'industrie - et du fait que le grutier de la grue basse ne peut concourir dans de bonnes conditions à la prévention du risque. L'expérience montre qu'une judicieuse implantation des grues permet de supprimer le risque flèche/contre flèche, et en conséquence, d'éviter le recours aux dispositifs cités.

Cas 3. Risques dus au heurt câble/flèche La diversité des moyens susceptibles d'être proposés résulte d'une différenciation des situations de risques et de la nécessité d'une mesure qui ne peut être que progressive dans sa mise en place tant en raison de la contrainte relative à la disponibilité des dispositifs que de l'adaptation des personnels qu'elle peut nécessiter.

3.2.2 - CERTIFICATION DES MATÉRIELS DE MANUTENTION ET DE LEVAGE :

Les engins de levage utilisés sur le chantier devront être mentionnés au P.P.S.P.S. de chaque Entreprise avec leurs caractéristiques et la date du dernier contrôle périodique.

Les certificats de vérification devront être tenus à la disposition des **Organismes de Contrôle**.

3.2.3 - LIVRAISONS :

Les livraisons seront effectuées sur les zones de stockages indiquées sur les plans d'installation de chantier.

3.2.4. - STOCKAGE MATÉRIAUX :

Les aires de stockages seront définies en relation avec le gestionnaire du site et précisées au Plan d'Installation de chantier. Tout stockage dans les locaux est interdit. Chaque Entreprise devra donc installer un container ou une baraque de stockage.

Les P.P.S.P.S. préciseront :

- . la nature des stockages prévus,
- . leur volume,
- . les dates prévisionnelles d'approvisionnement,
- . la distribution des produits stockés.

3.2 5. - APPROVISIONNEMENT :

Les entreprises prendront toutes les dispositions pour que les approvisionnements sur le chantier se fassent dans le respect des règles de sécurité, à savoir :

* Informations des fournisseurs sur les personnes à contacter sur le chantier et les modalités pour accéder au chantier

* Contrôle à l'entrée du chantier et prise en charge du fournisseur à son arrivée.

* Contrôle des stockages de matériel ou de matériaux livrés.

Les stockages de matériels et de matériaux ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier.

Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et des espaces accordés aux stockages. Les magasins seront réalisés à la demande des entreprises en accord avec la Maîtrise d'Oeuvre et le Coordonnateur Sécurité. Ils pourront être déplacés selon l'avancement du chantier. Ces installations seront séparées des cantonnements. Les stockages de produits dangereux devront être clairement signalés et éloignés des postes de travail.

D'une manière générale, et particulièrement pour ce dernier cas, les aires de stockage seront établies sur un sol propre et dressé, et selon nécessité sur un platelage bois ou une aire en gros béton.

3.2.6 - MATIÈRES DANGEREUSES :

La liste des produits dangereux (détonants, inflammables, toxiques) sera précisée dans les P.P.S.P.S. des Entreprises avec leurs caractéristiques. Seront indiquées également leurs conditions de stockage et les mesures de sécurité envisagées. Les cuves de fuel seront obligatoirement équipées d'une rétention.

3.2.7 - GRAVOIS :

L'Entreprise mettra plusieurs bennes à gravois où tous les déchets et gravats de chantier seront stockés. Elle fera procéder aux rotations régulières pour l'évacuation vers un centre agréé dans le traitement des déchets (rotations réglées au compte prorata).

Par contre, les emballages, conditionnements, palettisations des matériaux et fournitures livrés sur le chantier, seront évacués, sans délai à l'avancement de la pose ou de la mise en oeuvre, par l'entrepreneur attributaire.

Les entrepreneurs doivent assurer le nettoyage de leurs ouvrages et des locaux, après manutention ou après pose et enlèvement des gravois, afin de livrer les locaux, les matériels ou les installations, en parfait état de propreté après leurs interventions.

Chaque corps d'état est tenu de procéder à un nettoyage quotidien de sa zone de travail et à un gros nettoyage hebdomadaire des chantiers pour débarrasser les surfaces de leurs matériaux, matériel, ainsi que tous les déchets (de plâtre, de mortier, des débris...) provenant de ses propres travaux.

Nettoyage permanent et journalier des accès du chantier sur les voies publiques ou privées, ainsi que les abords, à la charge du lot **Gros Œuvre**.

Si malgré les prescriptions ci-dessus, le chantier n'était pas maintenu dans un état de propreté suffisante pendant l'exécution des travaux, ou si les locaux n'étaient pas livrés dans l'état de nettoyage définitif demandé par les pièces du contrat, l'architecte pourra en l'absence du responsable, ordonner chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le nettoyage général du chantier.

Dans le cas où malgré les ordres de service consignés dans le compte-rendu de chantier, ce nettoyage n'aurait pas été exécuté de façon satisfaisante, l'architecte pourra faire appel à une entreprise de nettoyage spécialisée, les frais étant imputés à l'entreprise défaillante.

En cas de persistance dans le refus ou le retard apporté au nettoyage du chantier et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, le maître d'œuvre se réserve le droit de faire exécuter le nettoyage par l'entreprise de son choix aux frais de l'entreprise défaillante.

3.2.8 - DÉCHETS DE MATIÈRES DANGEREUSES :

L'évacuation et le stockage de matières dangereuses devront être précisés au P.P.S.P.S. des Entreprises concernées qui devront assurer un stockage différencié et protégé.

Le PPSPS de l'entreprise intervenante devra détailler les modes opératoires et les protections collectives qui seront mises en place pour éviter l'exportation des nuisances (poussières, vapeur, fumées plombifères, utilisation de produits toxiques etc..).

L'évacuation des déchets et le nettoyage dans le respect des règles de sécurité, seront à intégrer aux modes opératoires.

Un contrôle de l'atmosphère, à la charge de l'entreprise réalisant les travaux, pourrait être demandé par le Coordonnateur SPS en cas de doute sur la bonne mise en œuvre des protections collectives (confinement, ventilation etc..).

Le planning d'intervention TCE sera adapté aux risques et contraintes des travaux (zonage, phasage etc.)

Les installations de chantier seront adaptées aux travaux (douches, cantonnements à l'écart des zones de travaux etc.)

Les mesures d'hygiène générales seront mises en œuvre par les entreprises

3.2.9 - STOCKAGE SUR POSTE DE TRAVAIL :

Le stockage sur poste de travail devra être minimal.

Son positionnement ne devra pas entraîner d'entraves ni de gênes dans le poste de travail de l'Entreprise concernée ou des autres Entreprises.

Le stockage devra être organisé afin d'éviter les efforts de manutentions inutiles.

3.3 - RÈGLES DE MISE EN PLACE ET DE MAINTENANCE DES PROTECTIONS COLLECTIVES :

Chaque entreprise devra s'assurer, avant toute intervention, que les dispositifs de sécurité sont en place et qu'ils sont suffisants pour les travaux qu'elle doit réaliser.

3.3.1 Mise en place des protections des circulations horizontales : à charge du lot **Gros œuvre**.

Mise en place à l'avancement des travaux. Elle concerne, notamment, la protection des vides en intérieur du bâtiment et en périphérie à l'avancement du chantier.

L'Entreprise précisera, dans son P.P.S.P.S., le principe retenu, soit par garde corps ou bouchement.

3.3.2 Entretien des protections collectives : à charge du lot **Gros œuvre**.

Les protections collectives provisoires seront remplacées dès que possible par des protections définitives.

Auparavant, chaque entreprise sera responsable de l'entretien et du maintien en place des protections dont elle a la charge (garde corps, protections des trémies etc...).

Chaque entreprise ayant mis en place des protections, désignera un responsable dans son personnel de chantier, dont le Coordonnateur Sécurité aura connaissance.

Celui-ci devra être formé et sera chargé de s'assurer de la bonne mise en oeuvre et du maintien en état, lors de ses inspections périodiques.

En cas de carence d'une entreprise ou de dépose sans substitution, le Coordonnateur pourra ordonner une intervention à la charge de l'Entreprise défaillante.

3.3.3 Procédure de dépose momentanée :

Les déposes de protections collectives doivent être évitées en règle générale.

Pour des besoins particuliers, l'Entreprise qui assurera la dépose mettra en place ses propres protections, et assurera, en fin de tâche, la repose de la protection initiale.

Toute dépose doit faire l'objet préalable d'une déclaration auprès de l'Entreprise responsable, ainsi qu'auprès du Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé.

Une mention écrite, datée et signée, sera portée sur le Registre Journal. La repose sera également mentionnée.

Dans tous les cas, l'Entreprise devant déposer une protection collective devra prévenir le personnel susceptible de travailler dans la zone concernée.

3.3.4 Protections individuelles

Chaque entreprise et sous-traitant agréé sont tenus de fournir à leurs salariés sur le chantier, toutes les protections individuelles conformes au Décret du 8 janvier 1965. Le port du casque et chaussures de sécurité est obligatoire.

3.3.5 Équipement en matériel

Les échelles et escabeaux ne sont considérés que pour des moyens d'accès et sont à proscrire en postes de travail en hauteur.

Chaque entreprise est tenue de fournir à ses salariés, du matériel avec toutes les protections conformes à la législation en vigueur.

Les échafaudages de pied en tubes acier devront comporter, outre les assemblages conformes, toutes les dispositions relatives à la sécurité des salariés (planchers, échelles de service, garde-corps, contreventements, etc...). Les échafaudages et d'une manière générale le matériel d'accès, de protection ou formant surface de travail devront être conformes à la réglementation en vigueur, avoir subi les vérifications nécessaires, être utilisés conformément à leur destination et être tenus en bon état d'entretien et de fonctionnement.

Au besoin, des tours d'accès seront mis en place à l'avancement par le lot **Gros œuvre**.

3.4 - TERRASSEMENT - ASSAINISSEMENT - TRAVAUX PREPARATOIRES (À LA CHARGE DU GROS ŒUVRE)

3.4.1. - Travaux d'abattage, découpage, démolition : pour mémoire

- . Les zones à risques seront balisées.
- . Le personnel sera informé et il sera interdit de se trouver dans la zone de travaux.
- . Concernant les travaux de découpe, l'entreprise chargée de ces travaux indiquera dans son P.P.S.P.S. le mode opératoire correspondant ainsi que les mesures de sécurité prises en conséquence.

3.4.2. - Déblais : Les talus seront réalisés au fur et à mesure de l'avancement. On évitera autant que possible de laisser des talus verticaux après la journée de travail et a fortiori pour le congé de fin de semaine. Le chargement des camions se fera toujours par l'arrière.

3.4.3. - Dumpers - Camions - Engins de terrassement

- . L'annexe 3 "Consignes de circulation" sera distribuée à tout le personnel roulant ou à pied.
 - . Les conducteurs de dumper, camion, engins de terrassement, ne doivent pas quitter leur engin pendant une opération de chargement, ni ouvrir la porte de la cabine, ni en sortir ou se pencher vers l'extérieur.
 - . Vérifier avant de manoeuvrer que personne ne circule dans la zone d'évolution de l'engin, dans tous les cas, ne tolérer aucune personne dans cette zone.
 - . Respecter les instructions du préposé au chargement ou au déchargement. Celui-ci devra se placer devant l'engin à guider et jamais sur le côté pour lui faire exécuter une marche arrière.
 - . Le préposé au guidage porte obligatoirement les équipements individuels de sécurité adéquats.
 - . Respecter les charges utiles.
 - . Éviter les camions avec roues jumelées (projection de cailloux sur les voies publiques).
 - . Veiller au nettoyage du véhicule et notamment des roues avant d'emprunter les voies publiques.
 - . S'assurer que la benne repose sur le châssis avant de démarrer.
 - . Les dumpers, camions, engins de terrassement doivent se retourner sur une plate-forme sensiblement horizontale.
- La piste de chantier sera entretenue régulièrement à cet effet.

3.4.4. - Arrêt - Stationnement :

- . Sauf cas fortuit, tout arrêt ou stationnement est interdit sur les pistes pendant les heures de travail. Le stationnement est interdit derrière un engin.
- . En cas de panne ou anomalie, le conducteur range si possible son véhicule sur la banquette latérale pour dégager la piste, allume ses feux de détresse, fait prévenir son chef de chantier et assure lui-même la circulation de chantier.
- . Les véhicules d'entretien et de réparation, lors de leurs interventions sur la piste, sont garés également sur les banquettes latérales et leurs clignotants et phares sont allumés.
- . En fin de poste les engins sont rangés en formation, convenablement signalés.

a) - Équipement des engins :

- Klaxon de recul.
- Compacteur équipé d'un dispositif anti écrasement (type panier ou autre).
- Éclairage.
- Insonorisation.
- Vérification périodique pour les engins de levage.
- Gyrophare.

b) - Personnel à pied à la mise en oeuvre des matériaux :

- . Le personnel à pied devra porter les protections individuelles (chaussures de sécurité, gilet, casque anti-bruit si bruit supérieur à 85 dB) en tout endroit du chantier.
- . Pas de personnel à pied à proximité des camions vidant leur chargement.

- c) - Chauffeurs des camions d'approvisionnement de matériaux :
 - . Les consignes de circulation sur le chantier (voir annexe 4) leurs seront distribuées individuellement par le titulaire du marché.
 - . Dans certains cas, les itinéraires pourront être imposés par le Maître d'œuvre
 - . Un plan des itinéraires d'approvisionnement des matériaux sera joint aux P.P.S.P.S. des Entreprises concernées.
- d) - Compacteurs :
 - . Les petits compacteurs à billes seront équipés d'un arceau de sécurité.
 - . Les compacteurs à pneus seront équipés de panier de recueil.
 - . La présence de personnel à pied à proximité des engins est interdite.
 - . Arrêt de fin de journée : Les engins seront regroupés sur une partie de la zone travaux neutralisée par une signalisation et clôturée.
- e) - Travaux de minage :
 - . L'Entreprise exécutant les travaux de minage devra fournir dans son P.P.S.P.S. la méthodologie complète de ses opérations (stockage, transport, mise en oeuvre, formation du personnel, zone de sécurité et surveillance).

3.4.5 Engins de guerre non explosés (toutes entreprises travaillant en excavation)

PROCÉDURE A SUIVRE EN CAS DE DÉCOUVERTE D'ENGINS EXPLOSIFS

- 1 - Le chantier doit être arrêté immédiatement et clos à l'aide de barrières rigides.
- 2 - Des panneaux « défense absolue de pénétrer dans cette enceinte », " présence d'engins explosifs" doivent être positionnés.
- 3 - Mettre en place des panneaux réglementaires signalant un risque d'explosion.
- 4 - Téléphoner à : la Mairie de la Commune concernée, la Gendarmerie, aux Services de déminage
- 5 - Informer le Maître d'Ouvrage.
- 6 - Informer le Coordonnateur.
- 7 - Toute reprise du travail ne pourra se faire qu'après l'accord du Coordonnateur.

3.5 - INSTALLATION ÉLECTRIQUE DE CHANTIER :

3.5.1 - BRANCHEMENT ET ARMOIRE GÉNÉRALE :

Voir installations communes.

3.5.2 - RÉSEAUX DE DISTRIBUTION :

Mis en oeuvre par l'électricien à partir du tableau général, y compris la vérification de la prise de terre.

Des tableaux de branchement avec protections seront répartis de telle manière qu'aucun cordon prolongateur ne soit d'une longueur supérieure à 25 m.

Un plan de positionnement des tableaux, établi par l'électricien, sera joint au plan d'installation de chantier.

L'installation électrique du chantier, y compris éclairage, sera entretenue par l'Entreprise d'électricité. Les besoins en puissance devront être précisés par les autres Entreprises pendant la période de préparation.

3.5.3 - MESURES DE PROTECTION CONTRE LES RISQUES ÉLECTRIQUES :

Chaque Entreprise précisera dans son P.P.S.P.S. la liste éventuelle de ses personnels ayant l'habilitation électrique - selon la publication U.T.E.C.18 510.

Sur l'ensemble du chantier, seules les lampes baladeuses étanches portant l'indication I.P. 45 seront admises. Seuls les cordons prolongateurs électriques en câbles souples, de la série H.07 R.N.F., seront admis. Ces cordons prolongateurs électriques posséderont une fiche de prise de courant avec contact de terre à une extrémité, une prise mobile de prolongateur avec contact de terre à l'autre extrémité. Le brochage de ces éléments sera conforme aux Normes N.F.C. 63.300 et N.F.C. 63.310. L'utilisation de prolongateurs munis de 2 éléments semblables, 2 fiches ou 2 prises mobiles, est strictement interdite. Chaque Entreprise est responsable de

l'entretien et de la conformité de son propre matériel et devra veiller à la bonne information de ses salariés sur les risques encourus lors de l'utilisation de matériels électriques.

3.5.4 - ÉCLAIRAGE DES CIRCULATIONS : Voir Article 2.6.5.

3.5.5 - ÉCLAIRAGE ET ALIMENTATION ÉLECTRIQUE DES POSTES DE TRAVAIL :

Chaque Entreprise est responsable de l'éclairage de son poste de travail ainsi que de l'alimentation de son outillage à partir des tableaux de prises du Bâtiment.

3.5.6 - CERTIFICAT DE CONTRÔLE PÉRIODIQUE DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES :

Les Entreprises de Gros Oeuvre et d'Électricité devront faire vérifier leurs installations par un contrôleur technique et obtenir les certificats de conformité.

IV - SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES INTÉRIEURES OU A PROXIMITÉ DU CHANTIER :

4.1 - DÉFINITION DES PHASES D'ACTIVITÉS DANGEREUSES ET DES MOYENS DE PRÉVENTION CORRESPONDANTS :

Chaque entreprise devra procéder pendant la période de préparation, à une étude exhaustive de ses phases de travail en fonction de l'ouvrage à réaliser et de sa localisation.

Pour chaque phase, elle devra adapter un processus d'exécution permettant :

- * d'éviter les risques,
 - * de limiter les risques qui ne peuvent être évités.
- Cette analyse pourra être établie sous forme de tableau et devra comporter :

- * la localisation de la tâche,
- * sa définition précise,
- * la main-d'oeuvre nécessaire,
- * les moyens et matériels mis en oeuvre,
- * les risques,
- * les moyens de prévention,
- * les croquis ou notes explicatives permettant une évaluation,
- * les fiches techniques des matériels utilisés : banches, étais, élingues, palonniers, échafaudages, garde-corps, échelles, blindages gros et petit outillage doivent être jointes au P.P.S.P.S.

4.2 - POSTES OCCUPES PAR DES SALAIRES SUSCEPTIBLES DE RELEVER D'UNE SURVEILLANCE MÉDICALE :

La liste des travailleurs et les prescriptions particulières sont à joindre au P.P.S.P.S.

4.3 - MATÉRIALISATION DES ZONES D'INTERVENTION :

Les zones d'intervention présentant des risques pour les autres Entreprises et par les utilisateurs devront être délimitées physiquement et signalées par panneaux :

- risques électriques, risques d'explosion, risques de chutes de matériaux.
- Isolation par barrières rigides des zones de fouilles et de passage de réseaux profonds.

4.4 - RISQUES DÉCOULANT DE L'INTERFÉRENCE DES ACTIVITÉS :

Lors de l'intervention de plusieurs Entreprises, dans un même lieu, sur un même ouvrage, l'Entrepreneur réalisant la tâche principale devra informer les autres Entreprises des risques encourus, des moyens de les prévenir et leur communiquer les procédures d'exécution.

(Exemple : Plancher avant coulage, intervention sur façade sur un même échafaudage, incorporations diverses).

Ces interférences devront être mentionnées dans les P.P.S.P.S.

Une harmonisation sera effectuée par le Coordonnateur S.P.S. après analyse et discussion.

V - MESURES DE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN BON ÉTAT DE SALUBRITÉ

5.1 - ENTRETIEN DES INSTALLATIONS COMMUNES :

Variante utilisation du bâtiment conservé pour les installations communes comme reprise ci-dessus.

5.1.1 - SANITAIRES COMMUNS :

Réalisé par **le lot Gros œuvre**, à sa charge. Fixation préalable de la périodicité d'entretien.

Approvisionnement constant en consommables et remplacements éventuels des moyens de nettoyage, au compte prorata. Surveillance de la bonne utilisation.

5.2 - INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES ET ÉCLAIRAGES :

Réalisés par **l'électricien** à sa charge.

Visites d'inspections périodiques et remplacement ou réparation des éléments défectueux.

5.3 - INSTALLATIONS PLOMBERIE :

Installation plomberie réalisée par le lot **plomberie** à sa charge

5.4 - NETTOYAGE DES POSTES DE TRAVAIL :

Après chaque intervention et avant entrée dans les lieux de l'Entreprise suivante, **chaque Entreprise** devra le nettoyage de sa zone de travail et l'évacuation de ses déblais jusqu'au point de stockage centralisé mis en place par le lot GROS-ŒUVRE, (Bennes à gravois).

Lors de l'exécution du second oeuvre, et en particulier pendant la phase de finitions, le Maître d'Oeuvre pourra répartir des zones de nettoyage général entre les Entreprises concernées.

Les deux modes de nettoyage ci-dessus ne sont pas contradictoires mais complémentaires.

Un nettoyage général du chantier une fois par semaine est un minimum.

En cas de non observation des préconisations ci-dessus, le Coordonnateur S.P.S. pourra demander au Maître d'Oeuvre de faire intervenir une Entreprise de nettoyage extérieure, aux frais de l'Entreprise défaillante

5.5 - NETTOYAGE DES ACCÈS :

Les déblais affectables stockés sur les accès seront évacués par l'Entreprise responsable ou à son compte. Le nettoyage hebdomadaire obligatoire sera réalisé par le **lot Gros œuvre** au compte prorata si nécessaire.

L'entretien des voiries provisoires sera réalisé aussi souvent que nécessaire par le **lot Gros œuvre**, pendant toute la phase travaux.

5.6 - NETTOYAGES PONCTUELS :

Des tâches particulièrement polluantes pourront nécessiter des moyens appropriés et des nettoyages spécifiques qui seront à la charge de l'Entreprise responsable concernée.

Variante utilisation du bâtiment conservé pour les installations comme reprise ci-dessus.

En cas d'interventions polluantes de longue durée, la fréquence des nettoyages devra être adaptée au degré de la pollution, en concertation avec le Coordonnateur S.P.S.

VI - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES PERSONNES

6.1. - LISTE DES SECOURISTES :

Les coordonnées des secouristes de chaque Entreprise susceptibles de travailler dans l'Opération devront figurer aux P.P.S.P.S. Le récolement de ces coordonnées sera effectué par le Coordonnateur S.P.S. et une liste des secouristes présents sera affichée dans le bureau de réunions et réactualisée périodiquement.

6.2. - BOÎTE À PHARMACIE :

Une boîte de secours fournie par le Gros Oeuvre sera mise à la disposition de l'ensemble du personnel de chantier dans le bureau de réunions. Elle devra être facilement accessible à tout moment. Sa maintenance sera assurée par le Gros Oeuvre. Son contenu figure en annexe du présent P.G.C.S.P.S.

IMPORTANT : Chaque Entreprise doit également disposer d'une trousse de premiers secours.

6.3. - INFORMATION DU PERSONNEL SUR LA CONDUITE À TENIR EN CAS D'ACCIDENTS

Une information régulière sera faite par les Entreprises auprès de leur personnel sur les mesures à prendre et la conduite à tenir en cas d'accidents. Le rappel des principes figure en annexe du présent P.G.C.S.P.S.

Tout accident du travail devra faire l'objet d'une déclaration et d'un compte rendu au Coordonnateur S.P.S.

6.4. - TÉLÉPHONE :

Voir installations communes.

6.5 - BALISAGE DES ACCÈS :

L'accès principal du chantier jusqu'au bureau de réunions devra être laissé libre en permanence. Chaque Entreprise devra en informer ses salariés, en lui indiquant la zone de stationnement des véhicules. Cet accès ne devra pas être utilisé pour le déchargement des matériaux.

VII - MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Suite à la mise en application du décret 95-607 du 06/051995, les travailleurs indépendants sont soumis à toutes les obligations contractuelles édictées dans le présent P.G.C.S.P.S et indiqueront dans leurs P.P.S.P.S les mesures qu'ils envisagent d'utiliser, notamment au regard des interactions.

7.1 - OPERATIONS PREALABLES A INTERVENTION SUR CHANTIER

a) - Les Entreprises titulaires de lots doivent communiquer au Coordonnateur S.P.S

(au moins un mois avant leur intervention) les coordonnées de leurs sous-traitants en précisant :

- leurs dates d'intervention.
- la durée des travaux.
- l'effectif prévisible.
- la nature des travaux sous-traités.

Elles doivent transmettre un exemplaire du P.G.C.S.P.S à ces sous-traitants dans le même temps.

b) - Chaque Entreprise (Entreprise titulaire ou sous-traitante) doit rédiger un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S). Pour l'élaborer et le rédiger, elle doit disposer d'un mois à compter de la réception

de son contrat signé. Le contenu du P.P.S.P.S figure en annexe 1.

c) - Préalablement à toute intervention, le Coordonnateur procède avec chaque Entreprise (titulaire ou sous-traitante) à une inspection commune du chantier, lors de laquelle sont précisées :

- les consignes de sécurité à observer ou à transmettre :
 - . Protections collectives,
 - . Zonage,
 - . Balisages.
- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération :
 - . Organisation des approvisionnements, livraisons, stationnements,
 - . Implantations des installations d'hygiène.

Cette inspection commune a lieu avant remise du P.P.S.P.S, afin de pouvoir y intégrer les consignes résultant de l'inspection.

d) - Chaque Entreprise transmet un exemplaire de son P.P.S.P.S au Coordonnateur S.P.S avant intervention.

L'Entreprise principale doit également diffuser son P.P.S.P.S à l'Inspection du Travail, la C.R.A.M et l'O.P.P.B.T.P.

e) - Le Coordonnateur communique le P.P.S.P.S du lot principal à l'ensemble des autres Entreprises.

f) - Un exemplaire du P.P.S.P.S est déposé et tenu à jour sur le chantier par l'Entreprise.

VIII - PROCEDURE DE MISE A JOUR DU P.G.C.

La mise à jour du présent document sera effectuée :

- 1) Lors de l'intervention d'entreprises.
- 2) Suite à la demande des organismes : Inspection du Travail, CARSAT et O.P.P.B.T.P.
- 3) Suite à des modifications ou compléments sur les mesures générales de coordination.

Mutualisation- divers - DHOL - Prestations SCALP et METAH

Dhol

Les opérations de livraison sur chantier exposent les livreurs, réceptionnaires et autres salariés à des risques d'accident très graves. Pour éviter cela, une recommandation de la [CNAMTS \(R.476\) du 21 mai 2015](#) a pour objet de réduire les risques, en préconisant les bonnes pratiques, auxquels sont exposés tous les salariés lors des opérations de livraison de matériaux et d'éléments de construction sur les chantiers clos et indépendants (les livraisons sur le domaine public sont exclues) du BTP et des travaux publics.

Ces mesures de prévention s'articulent autour de 4 axes:

- **Adéquation des équipements et des lieux de travail à ces opérations,**
- **Coordination des différents acteurs par un meilleur échange d'information**
- **Organisation du chantier,**
- **Formation des différents acteurs,**

le chantier est soumis à coordination de sécurité et protection de la santé (SPS) l'entreprise réalisera un Document harmonisé des organisations de livraisons (DHOL) qui va s'ajouter au Plan général SPS.

Grâce au DHOL, le cadre des opérations de livraison sur un chantier peut être précisé pour toutes les entreprises intervenantes. Il sera modifié **par l'entreprise principale lot GO qui sera toujours sur site** et en fonction des évolutions du

chantier, des entreprises, des sous-traitant , des locatiers, des livraisons programmées en accord avec l'entreprise principale , des intervenants . Il permet de :

- - préserver les livraisons en toute sécurité notamment la coordination entre les différents acteurs,
- - réduire les risques auxquels tout salarié peut être exposé lors des opérations de Livraison ou de reprise de matériaux de constructions sur les chantiers,

Il sera à prendre en compte par l'entreprise principale qui en aura la gestion sur place.

Prestations SCALP et METAH

Le maître d'ouvrage applique et fait appliquer les principes généraux de prévention. Il doit aussi superviser la coordination SPS sur ses chantiers afin :

- de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises,
- de prévoir l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives,

Sous l'impulsion du maître d'ouvrage, la mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur ainsi que celle des moyens de transport, levage, manutention des matériaux et de livraison à pied d'œuvre doivent donc être prise en compte par la maîtrise d'œuvre et l'entreprise principale dès le début de la conception de l'opération. le coordonnateur SPS supervisera cette prestation.

Afin de préserver la santé et la sécurité des différents intervenants pendant les travaux, le MOA fait intégrer par le MOE et l'entreprise principale **des prestations spécifiques** dans l'opération (le CSPS supervisera cette prestation) Dite :

- **SCALP** : « Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'oeuvre » pour maîtriser les risques liés aux chutes de plainpied et réduire les manutentions manuelles »
- **METAH** : « Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur » pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur L'objectif visé consiste à mettre à disposition des corps d'état concernés pendant toute la durée du chantier, des moyens communs de prévention de ces risques tels que : les dispositifs de protections collectives pour les travaux en hauteur, les plates-formes de travail pour les travaux en hauteur et leurs accès les moyens de transport des personnes pour accéder aux ouvrages et à pied d'oeuvre les moyens de transport, levage, manutention des matériels, matériaux et équipements techniques pour approvisionner dans les ouvrages et distribuer à pied d'œuvre les aménagements de circulation et les infrastructures pour les stockages et le stationnement les moyens d'évacuation des déchets produits durant le chantier.

Ces prestations seront à prendre en compte par l'entreprise principale lot GO qui en aura la gestion sur place.



Agence BRETAGNE

Centre d’Affaires La Découverte – BATIMENT « PENFRET »

39, rue de la Villeneuve – 56100 LORIENT – France

TÉL. +33 (0)2 97 05 57 67 ou 0675294056

E-MAIL : bretagne@projectio.fr ou a.derruddert@projectio.fr

Boulodrome – Guidel Plages

56– GUIDEL

P.G.C.S.P.S.

(Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

ANNEXES au P.G.C.S.P.S.

CONTENU DU P.P.S.P.S.

Article R.4532-63

Le P.P.S.P.S. indique :

- les nom et adresse de l'entrepreneur.
- l'effectif prévisible sur le chantier dans les différentes phases de travail.
- les noms et qualité de la personne chargée de diriger les travaux sur le chantier.

Article R.4532-67

Le P.P.S.P.S. comporte obligatoirement et de manière détaillée :

- les dispositions en matière de secours et d'évacuation et notamment :
 - . les consignes pour assurer les premiers secours,
 - . le nombre de secouristes,
 - . le matériel médical existant sur le chantier,
 - . les mesures prises pour l'évacuation des blessés,
 - . les mesures prises pour assurer l'hygiène des conditions de travail et celles des locaux destinés au personnel,
 - . pour chacune des installations d'hygiène prévues, leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible.

Article R.4532-64

Le P.P.S.P.S. est adapté aux conditions spécifiques de l'intervention sur le chantier.

A ce titre, il mentionne les différenciant :

- les mesures spécifiques prises par l'entreprise découlant :
 - . de l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence particulière sur la sécurité de chacun,
 - . des contraintes propres au chantier, en particulier en matière de circulation ou d'activité d'exploitation dangereuse,
- la description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la santé des autres intervenants sur le chantier.
- les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la sécurité de ses propres travaux.

Article R.4532-66

Le P.P.S.P.S. pour l'exécution des dispositions de l'alinéa précédent :

- analyse de manière détaillée, les procédés de construction et d'exécution ainsi que les modes opératoires ayant une incidence particulière sur la santé et la sécurité.
- définit les risques prévisibles liés :
 - . au mode opératoire, au matériel, dispositifs et installations mises en oeuvre.
 - . à l'utilisation de substances ou préparations dangereuses.
 - . aux déplacements du personnel.
 - . à l'organisation du chantier.
- indique les mesures de protections collectives ou à défaut individuelles adoptées.
- indique les conditions dans lesquelles sont contrôlés l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y rattachent.
- précise les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protections collectives lorsque celles-ci requiert une adaptation particulière.

Présentation des demandes faites à l'Article ci-dessus

Travaux à réaliser	Matériels et Matériaux utilisés	Risques encourus	Mesures de Sécurité collectives et individuelles	Observations

Les travaux à réaliser doivent être le plus détaillé possible, phase par phase, et, si nécessaire, accompagnés de croquis.



Organisme Professionnel
de Prévention du Bâtiment
et des Travaux Publics

A1 M 05 95

Mémo-pratique

Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (Plans Particuliers), prévus par la loi du 31 décembre 1993 « applicable aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs », sont définis par le décret du 26 décembre 1994.

Ce mémo-pratique présente ces plans. Il s'adresse :

- aux entreprises chargées de les établir,
- aux coordonnateurs de sécurité chargés de les englober, en les harmonisant, dans le Plan Général de Coordination (P.G.C.).

Ce mémo-pratique fait partie d'une série destinée à présenter les dispositions issues de la loi du 31 décembre 1993 :

- les V.R.D. (mémo A1 M 09) (1) ;
- le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (P.G.C.) (mémo A1 M 08) (1) ;
- le Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.C.T.) (mémo A1 M 06) (1) ;
- les travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (mémos A1 M 10 et A1 M 11) (1).



Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

DANS QUELS CAS DOIT-ON L'ÉTABLIR ?

Cas 1

Opérations où interviendront plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises (sous-traitants inclus), si le chantier :

- soit fait l'objet d'une déclaration préalable, c'est-à-dire :
- plus de 30 jours, effectif > 20 à un moment quelconque,
- ou, volume > 500 hommes-jours (voir exemple).

Exemple : une opération nécessitant au total :

- 25 jours à 20 personnes = 500 h-j
- et 4 jours à 10 personnes = 40 h-j
- = 540 h-j

- soit nécessite l'exécution de travaux comportant des risques particuliers.

Cas 2

Opérations réalisées par une entreprise seule si :

- durée des travaux > 1 an,
- et effectif > 50 pendant plus de 10 jours consécutifs.

Nota : Les opérations de bâtiment ou de génie civil effectuées dans un établissement utilisateur en activité par une entreprise extérieure seule restent soumises au décret du 20 février 1992.

(1) A paraître.

Réédition 1996 : l'édition précédente reste valable.

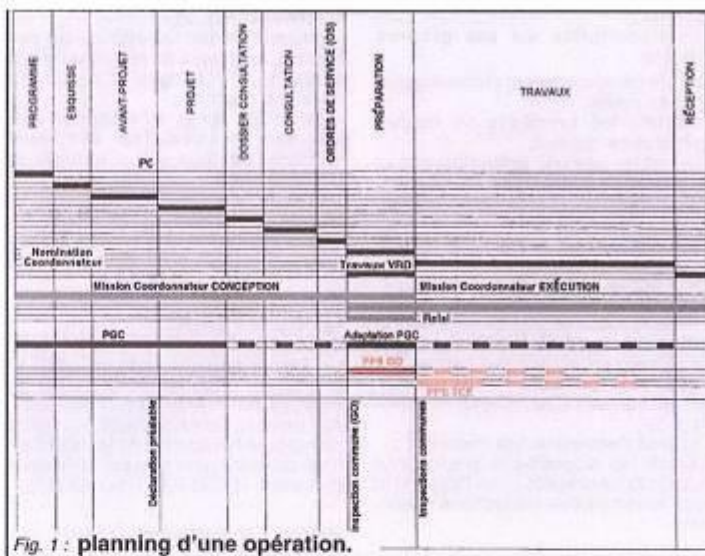


Fig. 1 : planning d'une opération.

QUAND DOIT-ON L'ÉTABLIR ?

- Avant le début des travaux (fig. 1) sachant que l'entrepreneur (sous-traitant inclus) dispose de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le maître d'ouvrage (ou l'entrepreneur), pour préparer son chantier et rédiger son plan.
- Dans le cas de travaux sous-traités de second-œuvre de bâtiment ou de

travaux sous-traités accessoires d'une opération de génie civil, le délai de 30 jours est ramené à 8 jours si les travaux ne comportent pas de risques particuliers.

COMMENT L'ÉTABLIR ?

L'entrepreneur trouvera des informations indispensables pour rédiger son Plan Particulier au travers (fig. 1) :

- du P.G.C. tenu à jour par le coor-

donnateur pendant toute la durée des travaux. La première version du P.G.C., incluse dans le dossier de consultation remis par le maître d'ouvrage, ne peut pas, en effet, apporter d'informations complètes sur les travaux ;

- de l'inspection commune à laquelle procède le coordonnateur avec chaque entrepreneur. Cette visite détaillée du site permet d'en connaître les contraintes ;
- des autres Plans Particuliers établis par les autres entrepreneurs et que le coordonnateur est tenu de transmettre à chaque entrepreneur qui en fait la demande.

QUEL CONTENU ?

Renseignements généraux

Ils complètent ceux déjà mentionnés dans le P.G.C. (nom et adresse de l'entrepreneur, travaux réalisés, évolution de l'effectif, etc.).

Secours et hygiène

Premiers secours, secouristes, évacuation des blessés, installations d'accueil (vestiaires, sanitaires, réfectoires, boissons), utilisation des produits dangereux.

Prévention

Cette partie comprend l'analyse des risques générés par l'activité (fig. 2) :

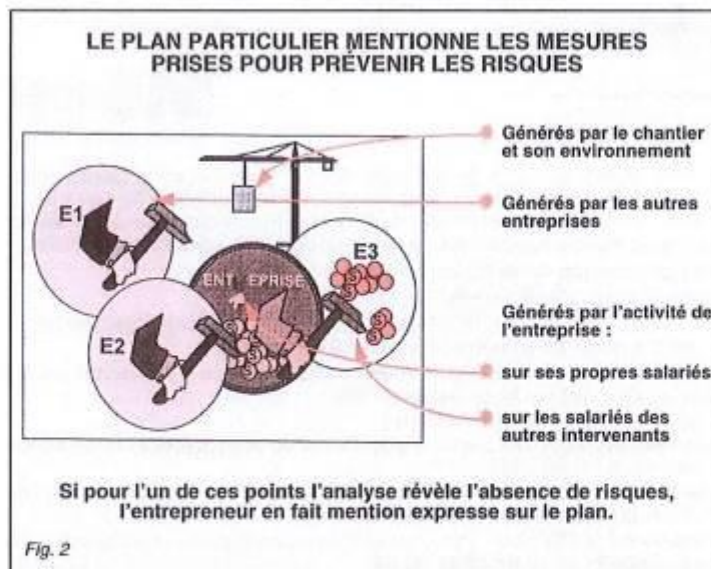
- des autres entreprises, du chantier et de son environnement ;
- de l'entreprise sur les autres intervenants ;
- de l'entreprise sur ses propres salariés.

Ainsi, le développement chronologique de cette partie :

- analyse les **procédés ou modes opératoires** retenus,
- définit les **risques prévisibles** liés :
 - aux modes opératoires ;
 - aux matériels, dispositifs et installations ;
 - à l'utilisation de substances ou préparations ;
 - aux déplacements du personnel ;
 - à l'organisation du chantier.
- indique les mesures de **protection collective**, ou à défaut individuelle, adoptées pour parer à ces risques ;
- précise le **contrôle** de l'application de ces mesures (Qui, quand, où, comment ?) ;
- prévoit l'**entretien** des matériels ;
- décrit les dispositions prises pour assurer la **continuité** dans l'espace et dans le temps des protections collectives.

QUELLE FORME ?

Le Plan Particulier n'est pas un document épais, administratif, destiné à satisfaire les organismes de prévention. Il doit :



- être compris et exploité par les opérateurs, **pour qu'ils se l'approprient** ;
- être découpé en **tâches élémentaires**, telles qu'elles sont confiées au jour le jour aux équipes opérationnelles ;
- être **illustré** par des schémas ou croquis intégrant des silhouettes d'individus et des matériels connus des salariés (ex. fig. 3) ;
- être **enrichi** par les opérateurs eux-mêmes, au travers de réunions de présentation, d'échanges et de discussions sur chantier ;
- éviter les **longs développements sur les procédures standard** connues de tous (ex. : rotation de banches, etc.) ;
- insister, en les détaillant, sur les **tâches spécifiques** au chantier ;
- être **évolutif** pour « coller » au plus près aux réalités concrètes du terrain.

QUI L'UTILISE ?

Le Plan Particulier est un **outil de travail** du chantier. Il intéresse les **acteurs** du chantier (le responsable des travaux, l'encadrement, les opérateurs) pour l'exécution de leurs tâches. Il est consulté pour avis par le médecin du travail, le C.H.S.C.T. ou les D.P.

QUELLE DIFFUSION ?

Il est adressé :

- au coordonnateur par chaque entreprise (cas 1).
- au maître d'ouvrage, dans le cas d'une entreprise seule (cas 2).

Un exemplaire du Plan Particulier est

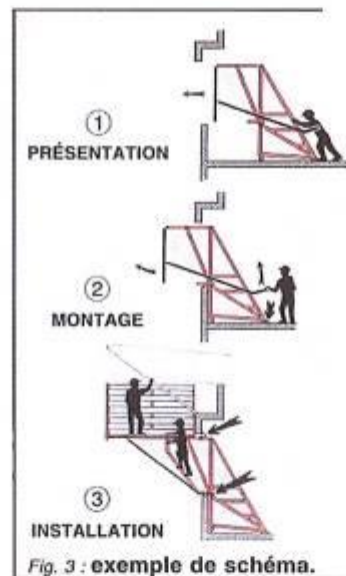


Fig. 3 : exemple de schéma.

tenu en permanence à jour sur le chantier par chaque entreprise. Il est conservé par l'entrepreneur pendant 5 ans.

Il peut être consulté, en outre, par le C.H.S.C.T. et les représentants des institutions de prévention (I.T., C.R.A.M., OPPBTP).

Seuls les entrepreneurs chargés du gros-œuvre, du lot principal, ou de travaux présentant des risques particuliers en adressent un exemplaire aux trois institutions de prévention.

RÉGLEMENTATION

Loi 93-1418 du 31 décembre 1993.
Décret 94-1159 du 26 décembre 1994.

La boîte de secours de l'unité de travail

Sur les lieux de travail, le personnel doit disposer d'une boîte de secours, afin que toute blessure puisse être soignée rapidement.

Le contenu de la boîte de secours doit permettre aussi bien la pose d'un pansement sur une petite plaie, que les interventions du secouriste du travail avant l'arrivée des secours médicalisés. Il est défini pour une unité de travail, le nombre de boîtes de secours devant être adapté à l'importance du chantier et la multiplication des sites de travail.

Certains produits, dont l'emploi exige un contrôle médical parce qu'ils ne sont pas toujours bien tolérés, seront réservés à des cas particuliers. La composition proposée dans ce document pourra évidemment être modifiée selon l'avis du médecin du travail, en fonction des risques de l'entreprise.

Trousse simple ou coffret muni d'une poignée ou d'un dispositif d'attache mural, en plastique ou en métal, la boîte de secours doit être inaltérable, indéformable, résistante aux chocs et étanche à la poussière.

USAGE DE LA TROUSSE DE SECOURS

Un sauveteur-secouriste du travail (SST) appartenant à l'unité de travail en assure la présence, la garde et l'approvisionnement.

Celui-ci ou, à défaut, le responsable sur le chantier en effectue la vérification périodique (notamment, le suivi des dates de péremption, remplacement des éléments consommables utilisés). Cette boîte, qui n'est pas l'accessoire obligatoire du secouriste est un élément mobile qui doit lui être apporté en cas de nécessité.

CONTENU

■ Non consommable

- 1 coussin HAEMOBAND (nouveau modèle)
- 1 couverture isothermique (non stérile)
- 2 poches de récupération de membres sectionnés
- 1 paire de ciseaux à bouts ronds
- 1 pince à écharde inox à bouts pointus
- 12 épingles de sûreté à boule

- 1 masque de protection pour bouche-à-bouche
- 10 gants en vinyle à usage unique
- 30 pansements auto-adhésifs (sous conditionnement individuel)
- 2 boîtes de 10 compresses stériles individuelles 30 x 30
- 1 kit bandes dans sac minigrip :
 - 3 bandes extensibles (3 m x 7 cm)
 - 3 bandes extensibles (3 m x 10 cm)
 - 1 bande crêpe (4 m x 10 cm)
- 1 rouleau sparadrap anallergique (5 m x 2 cm)
- 1 écharpe triangulaire
- 5 sachets unitaires pansements gras (10 cm x 10 cm)
- 10 dosettes de Chlorhexidine aqueuse stériles
- 1 flacon de Dacryosérum 100 ml
- 1 boîte Coalgan
- 12 compresses Pharmadose Arnica
- 1 sac pour récupération des déchets

MODALITÉS D'UTILISATION

■ Contusion – entorse sans plaie

- Appliquer de l'arnica. Immobiliser le membre.
- Adresser chez le médecin selon gravité.

■ Plaie simple

- Nettoyer et désinfecter (dosette antiseptique Chlorhexidine).
- Pansement.
- Protection antitétanique par le médecin dans les 12 heures, sauf vaccination à jour.

■ Brûlure thermique simple

- Refroidir immédiatement avec de l'eau.
- Appliquer un pansement gras.
- Pansement.
- Adresser chez le médecin pour soins complémentaires et surveillance.

■ Corps étranger dans l'œil

En cas de projection irritante ou contaminante, laver abondamment les deux yeux au Dacryosérum⁽¹⁾ et adresser chez l'ophtalmologiste.

■ Saignement de nez

Mèche de Coalgan dans le nez, tête en avant.

REMARQUES

Cette liste est indicative, le matériel de premiers secours est choisi en fonction des risques de l'entreprise, l'avis du médecin du travail est incontournable pour établir le contenu de la trousse de secours. Il en fixe l'usage (personne compétente...) en situation d'urgence.

Les modalités d'utilisation de la trousse et de renouvellement du contenu font l'objet d'une procédure écrite dans l'entreprise, signée par le chef d'établissement et connue du CHSCT.

Vérifier le matériel et les produits régulièrement, notamment les dates de péremption et le bon état des emballages.

Nommer un responsable pour assurer la vérification périodique et l'utilisation de la trousse.

La trousse de secours est placée dans un endroit facilement accessible et signalé par panneaux, à l'abri de la chaleur et de la lumière.

COMPLÉMENTS DE CONTENU

Les compléments de contenu de la boîte de secours de l'unité de travail sont introduits sous la responsabilité du médecin du travail ; ils ne doivent concerner que les boîtes des secouristes ayant reçu une formation initiale appropriée et une formation de recyclage tous les deux ans.

Le choix de ces compléments relève de la compétence du médecin du travail et ne saurait être précisé ici. Il est effectué en tenant compte des risques propres à l'entreprise ou au chantier, des difficultés d'accès rencontrées par les secours médicalisés.

DOCUMENTS À CONSULTER

- Le secourisme dans l'entreprise, textes et règlements
Fiche Prévention A5 F 01 10 - Edition OPPBTP
- Formation du sauveteur-secouriste du travail
Fiche Prévention A7 F 02 12 - Edition OPPBTP

(1) vérifier la date de péremption du flacon du Dacryosérum

OPPBTP

25, avenue du Général Leclerc - 92660 Boulogne-Billancourt Cedex

Tél : 01 46 09 27 00

www.preventionbtp.fr

MISSION DU COORDONNATEUR

Au stade de la réalisation de l'ouvrage ([R 4532-13](#)), le coordonnateur :

En application des [Articles R 4532-11 à R 4532-16 \(anc. 238/18\)](#) du décret n° 94-1159 du 26 novembre 1994, troisième paragraphe,

a) - "Organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.

A cet effet, il doit, notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises par l'ensemble de l'opération. Cette inspection commune a lieu avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé lorsque cette entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger

b) - Veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que les procédures de travail qui interfèrent.

c) - Tient à jour et adapte le plan général de coordination (P.G.C.S.P.S.) et veille à son application.

d) - Complète en tant que de besoin, le dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (D.I.U.O).

Le coordonnateur ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne les mesures à prendre pour la sécurité et la protection de la santé de leur personnel et ne leur enlève aucune de leurs responsabilités.

Toutefois, en cas de carence d'une entreprise ou de manquements graves dans une phase d'exécution entraînant des risques pour la sécurité des personnes, il pourra sous l'autorité du Maître d'Ouvrage, faire arrêter les travaux concernés.



Organisme Professionnel
de Prévention du Bâtiment
et des Travaux Publics

H3 M 02 99

Mémo-pratique

Le tableau ci-dessous rappelle les dispositions applicables aux entreprises dans le domaine des installations d'accueil sur chantier. La loi du 31/12/93 et ses décrets d'application prévoient la définition et les modalités de ces installations par le coordonnateur (voir au dos).

- Dispositions réglementaires de droit commun,
- Dispositions réglementaires pour les cas particuliers de certains chantiers d'une durée inférieure à 4 mois.
- *Conseils de l'OPPBTP



Installations d'accueil des salariés sur chantiers

INSTALLATIONS D'ACCUEIL DANS LES CHANTIERS		DURÉE DU CHANTIER		OBSERVATIONS, CAS PARTICULIERS	CODE DU TRAVAIL
		> 4 mois	< 4 mois		
Tous locaux		■	■	Aérés, éclairés et chauffés tenus en état de propreté constant	L.232-1
			■	<ul style="list-style-type: none"> - Si les locaux fixes ne sont pas adaptés, possibilité d'utiliser des véhicules de chantier, spécialement aménagés à cet effet, qui doivent pouvoir répondre aux mêmes besoins - Pour un chantier de travaux souterrains, le local-vestiaire doit se trouver au jour - Le local en sous-sol n'est toléré qu'exceptionnellement, à défaut d'autre solution. Il n'est accepté que si il est possible de l'aérer et de l'éclairer convenablement, et de le tenir en état constant de propreté 	D.8/01/65 art. 187 et 188
Local vestiaire	Armoires vestiaires	■	■	Ininflammables, à 2 compartiments	D.8/01/65 art.187 R.232-2-2
			■	Si le chantier est trop exigu pour des armoires, possibilité de les remplacer par des patères en nombre suffisant	D.8/01/65 art. 187
	Sièges	■	■	En nombre suffisant (1 par salarié ou bancs)	D.8/01/65 art. 187 R.232-2-2
Local réfectoire (Dès que des salariés prennent leur repas sur le chantier)	Tables et chaises	■	■	En nombre suffisant, nettoyage après chaque repas	D.8/01/65 art. 190
	Appareil de réchauffage ou de cuisson	■	■	Chauffe-gamelle, cuisinière ou micro-ondes, avec consignes d'utilisation	D.8/01/65 art. 190
	Eau potable fraîche et chaude	■	■	*Un robinet pour 10 usagers conseillé (obligatoire dès que 25 salariés prennent leur repas)	R.232-10-1
	Garde-manger ou réfrigérateur	■	■	*Réfrigérateur conseillé	D.8/01/65 art. 190
Eau potable	Pour la boisson	■	■	Eau potable fraîche, 3 litres au moins par jour et par travailleur	D.8/01/65 art. 191
Sanitaires	Lavabos	■	■	Lavabos, 1 au moins pour 10 travailleurs ou système de rampes équivalent	R.232-2-3
	Eau pour se laver	■	■	Eau courante à température réglable	R.232-2-3
			■	<ul style="list-style-type: none"> - Si l'eau courante est impossible, possibilité de raccorder sur un réservoir, avec quantité suffisante - Si possible, l'eau doit être à température réglable 	D.8/01/65 art. 189
	Moyens de nettoyage, séchage ou essuyage	■	■	Savon liquide adapté, rouleaux tissu ou sècheurs électriques adaptés	D.8/01/65 art.189 R.232-2-3
Cabinets d'aisance (WC, urinoirs)		■	■	<ul style="list-style-type: none"> - Un cabinet et un urinoir pour 20 (ou 2 cabinets) papier hygienique - Un cabinet au moins avec poste d'eau 	D.8/01/65 art. 192 R.232-2-5
Douches		■	■	*Installation conseillée Une douche pour 8 personnes est obligatoire pour les travaux insalubres ou salissants, définis par décrets	R.232-2-4

Refonte 1999 : annule et remplace les éditions précédentes.

MISE EN ŒUVRE DES INSTALLATIONS



Rôle du coordonnateur

Dans les chantiers soumis à déclaration préalable*, la mise en place des installations d'accueil des salariés doit être prévue dans le PGCSPS (Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé) établi par le coordonnateur pour le maître d'ouvrage.

*Opérations d'une durée de plus de 30 jours et effectif du chantier > 20 salariés à un moment quelconque, ou effectif global du chantier > 500 hommes / jours.

Cette disposition doit permettre de concevoir globalement les installations nécessaires pour tous les salariés du chantier, et donc par une économie d'échelle, d'arriver à de meilleures installations au meilleur coût.

Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) doit aussi comprendre, pour chaque entreprise les dispositions retenues en matière d'hygiène.

Rôle des représentants du personnel

Les représentants du personnel au CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité et

des Conditions de Travail), ou à défaut les délégués du personnel ; ont, comme leur nom l'indique, compétence pour donner leurs avis et suggestions dans tous les domaines concernant l'hygiène et les locaux d'accueil des salariés sur les chantiers.

Ils peuvent notamment consulter le PGCSPS et donner leurs avis sur le PPSPS, se rendre compte lors de la visite des chantiers de la bonne application des mesures décidées.

Sur les chantiers les plus importants, un CISSCT (Collège Interentreprise de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail) doit être constitué. Des représentants des employeurs et des salariés de chaque entreprise y siègent. Le CISSCT a bien évidemment compétence pour ces questions, qui intéressent tout le chantier.

Une bonne discussion dans l'entreprise permet de trouver les solutions adaptées.

Entretien des locaux

Pour que ces locaux, qui représentent un investissement pour l'entreprise, puissent durer longtemps, il est nécessaire de les entretenir. Il est nécessaire de les nettoyer au moins une fois par jour sur le chantier.

Cet entretien peut être réalisé par un salarié désigné par le responsable de chantier ou par une entreprise de nettoyage ou un(e) employé(e) de ménage. Il est aussi recommandé de remettre en état ces locaux, de préférence une fois par an. Des locaux propres et bien entretenus sont respectés, des locaux dégradés ont une durée de vie réduite.

RÈGLEMENTATION

Hygiène

- Articles L.232-1, R.232-2 à R.232-7, R.232-3 à R.232-10 à R.232-10-3 du Code du travail.
- Articles 186 à 192 bis du décret du 8 janvier 1965 (modifié par le décret du 6 mai 1995).

Coordination

- Articles R.238-18 et R.238-22 du Code du travail.

DOCUMENTS À CONSULTER

- Manuel pratique de prévention OPPBTP n°3 H3 P 01 : "Hygiène - Installations d'accueil sur chantiers".
- Mémo pratique OPPBTP H3 M 01 : "Gratte-bottes, lave-bottes, tire-bottes et sèche-bottes."
- Guides OPPBTP : "Représentants du personnel dans l'entreprise, rôle et mission" (A1 G 05), "Guide pour la visite des lieux de travail" (A7 G 01), "Artisans et petites entreprises - tome A" (A1 G 02).
- Fiche de sécurité OPPBTP H3 F 01 : "Hygiène et logement des travailleurs".